

AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS
- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 21 au 27 juin 2019

Tunisie :

- *Le Sommet des deux rives de la Méditerranée s'est tenu à Marseille les 23 et 24 juin 2019.*
- *Les agences de notation Fitch Ratings et Moody's ont maintenu la notation souveraine de la Tunisie à respectivement « B+ » et « B2 », ainsi que la perspective de la note, qui demeure négative.*
- *Le 22 juin 2019, Afreximbank a accordé à la Tunisie une ligne de financement d'un montant de 500 M USD pour promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique.*
- *Le dinar tunisien s'apprécie face à l'euro et au dollar US depuis début mars 2019, et cette tendance s'accélère depuis mi-juin.*
- *Lundi 24 juin 2019, l'Union Européenne a approuvé le décaissement d'un montant de 150 M EUR dans le cadre du deuxième programme d'Assistance Macro-Financière en faveur de la Tunisie.*
- *L'Agence Française de Développement (AFD) a accordé le 24 juin 2019 une ligne de crédit de 20 M EUR à la Banque de l'Habitat (BH), pour soutenir l'économie verte en Tunisie.*

Libye :

- *La Compagnie pétrolière nationale National Oil Corporation (NOC) a annoncé une augmentation de 24% de ses revenus de mai 2019 par rapport au mois précédent.*

TUNISIE

- *Le Sommet des deux rives de la Méditerranée s'est tenu à Marseille les 23 et 24 juin 2019.*

Le Sommet des deux rives de la Méditerranée s'est tenu à Marseille les 23 et 24 juin 2019. Il s'inscrit dans le cadre du Dialogue 5+5 Méditerranée, qui réunit cinq États de la rive sud de la Méditerranée (la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye) et cinq États de la rive nord (le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie et Malte). Dimanche 23 juin 2019, les ministres des Affaires étrangères (ou secrétaires d'Etat) représentant les 10 pays méditerranéens ont signé les « [Engagements pour une nouvelle ambition en Méditerranée](#) ». Le document met en avant 14 projets inclusifs concernant la région, qui portent sur la mobilité, l'environnement, la culture, l'innovation et l'entrepreneuriat, ainsi qu'une nouvelle dynamique pour les villes méditerranéennes. La liste définitive des 14 projets retenus n'a pas été publiée, mais certains d'entre eux ont été annoncés par les délégations des pays : la création d'un réseau d'écoles « de la deuxième chance » dans les pays méditerranéens (pour lutter contre le chômage des jeunes), la « haute opportunité pour le recrutement de cadres d'excellence en Méditerranée » (HOMERe – pour faciliter la mobilité des étudiants de haut niveau dans le cadre de leurs stages), un Erasmus euro-méditerranéen, la création d'une maison euro-arabe de la traduction, un organe de presse polylingue, une école de la mer, ou encore la réhabilitation des médinas des villes du Maghreb. Par ailleurs, une plateforme regroupant plus de 200 projets présentés, appelée « bourse de projets », sera créée, afin de mettre en relation porteurs de projets et bailleurs de fonds. Le rôle de la société civile dans l'élaboration de ces projets est central. Le Président de la République française M. Emmanuel Macron, était le seul chef d'Etat présent lors du sommet. Au cours de son intervention lundi 24 juin 2019, il a évoqué les projets de coopération étudiés lors de ce sommet, qu'il faut maintenant « financer concrètement » pour « avoir des résultats ». Il a exigé qu'« un suivi concret » des réalisations des 14 projets retenus soit assuré, et a donné rendez-vous dans 6 mois, pour « cette fois-ci se réunir entre chefs d'Etat et de gouvernement ». Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères tunisien, M. Khemaies Jhinaoui, a souligné la nécessité d'être à l'écoute des préoccupations des jeunes et de trouver des solutions à la question de la migration irrégulière, après avoir rappelé que « la migration est un vecteur de développement économique et de rapprochement culturel entre les peuples ». Pour rappel, l'idée de cette rencontre avait été lancée par le Président de la République Française, après sa visite à Tunis en février 2018. Depuis, un groupe de 100 représentants (10 de chaque pays) de la société civile a été mis en place : « l'assemblée des Cent ». Les membres du groupe ont échangé au cours de nombreux forums thématiques. Le groupe s'est réuni les 11 et 12 juin 2019 à Tunis pour faire une synthèse de ces échanges, à destination des chefs d'Etat et de gouvernement du Dialogue 5+5.

- *Les agences de notation Fitch Ratings et Moody's ont maintenu la notation souveraine de la Tunisie à respectivement « B+ » et « B2 », ainsi que la perspective de la note, qui demeure négative.*

Les agences de notation Fitch Ratings et Moody's ont publié un communiqué, respectivement [jeudi 27 juin 2019](#) et [mercredi 26 juin 2019](#). Elles ont confirmé la notation souveraine de la Tunisie à respectivement « B+ » et « B2 », en maintenant la perspective négative. Concernant Fitch, cette évaluation demeure inchangée depuis mai 2018, date à laquelle l'agence avait maintenu la note souveraine (B+) mais révisé sa perspective de « stable » à « négative ». Concernant Moody's, elle avait effectué le même constat sur les perspectives négatives en octobre 2018, après avoir abaissé la notation souveraine en mars 2018, de « B1 » à « B2 » assortie d'une perspective stable. Globalement, les deux agences justifient le maintien de la perspective négative par les pressions actuelles sur la liquidité, la faiblesse des marges de manœuvre (du fait des déficits extérieur et budgétaire) et l'incertitude quant à la poursuite des réformes compte tenu des élections à venir. Fitch prévoit notamment une forte hausse de la dette externe nette, de 70,5% du PIB en 2018 à 91,4% du PIB en 2021. Le déficit courant diminuerait progressivement mais resterait élevé en 2021 (à -9,3% du PIB). Les entrées nettes d'IDE seraient limitées à 2,5% du PIB. En conséquence, les besoins de financement externe moyens atteindraient 17% du PIB par an sur 2019-2021 (contre une prévision en mai 2018 de 13,2% du PIB par an sur 2018-2020). Fitch mentionne que ces besoins seront probablement satisfaits tant que le gouvernement conservera la confiance des créanciers en continuant à progresser dans la mise en œuvre des réformes. Fitch prévoit que le déficit public (dons inclus) diminue de -4,5% du PIB en 2018 à -4% du PIB en 2019, alors que la cible budgétaire du gouvernement est de 3,9%. Cela serait insuffisant pour réduire la dette publique, qui atteindrait 82% du PIB en 2020, en raison notamment de la dépréciation du dinar, qui se prolongerait selon l'agence durant les deux prochaines années. L'inflation resterait élevée (+7% l'an en moyenne sur 2019-2021) en raison de la dépréciation du dinar et de la dynamique salariale. Enfin, Fitch prévoit une croissance moyenne du PIB de +3% l'an sur la période 2019-2021 (contre +1,8% en moyenne annuelle au cours des trois années précédentes), tirée par l'investissement et les exportations. De son côté, l'agence de notation Moody's prévoit une croissance de +2,3% pour la Tunisie en 2019 et de +2,6% en 2020. Elle attire aussi l'attention sur la hausse de la dette publique. Pour revenir à des perspectives stables et éviter une dégradation de la note, la Tunisie devra selon Fitch (i) améliorer durablement le solde de la balance courante, afin de réduire les besoins de financement extérieur et de redresser le niveau des réserves de change internationales, (ii) mettre en œuvre les réformes d'ajustement macroéconomique nécessaires, (iii) réduire le déficit budgétaire afin de stabiliser le ratio dette publique / PIB à moyen terme. Selon Moody's, il faudrait « des preuves d'une réduction

soutenue des déséquilibres extérieurs et budgétaires », accompagnées d'une « stabilisation des réserves de change et d'une perspective de hausse régulière » de celles-ci.

- *Le 22 juin 2019, Afreximbank a accordé à la Tunisie une ligne de financement d'un montant de 500 M USD pour promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique.*

En marge des assemblées annuelles de Afreximbank (*African Export-Import Bank*) qui se sont tenues du 20 au 22 juin 2019 à Moscou, auxquelles la Banque centrale de Tunisie (BCT) participait, M. Marouane El Abassi, gouverneur de la BCT, et M. Benedict Okey Oramah, président de Afreximbank, ont signé, samedi 22 juin 2019, un programme de promotion de l'investissement et du commerce entre la Tunisie et les pays africains. Selon [un communiqué de la BCT](#), ce programme intitulé « *Tunisia-Africa Trade and Investment Promotion Program* », mettra à disposition des banques tunisiennes un montant total de 500 M USD pour encourager le développement de leurs opérations commerciales et d'investissement sur le continent africain. La BCT a annoncé qu'elle communiquera ultérieurement sur la date d'entrée en vigueur du programme et sur les modalités d'utilisation de cette enveloppe. Ce prêt fait suite à l'annonce par Afreximbank en février 2019 de la mise en place d'une ligne de financement d'un montant total de 800 M USD en faveur de la Tunisie. Seuls 500 M USD ont été octroyés à ce stade. Les 300 M USD restants seront accordés à six banques tunisiennes pour qu'elles puissent faire face aux difficultés de change et pour faciliter le financement de leurs opérations commerciales et d'investissement en Afrique. Pour rappel, Afreximbank est une institution financière panafricaine créée en 1993 dans le but de financer et de promouvoir le commerce intra et extra-africain.

- *Le dinar tunisien s'apprécie face à l'euro et au dollar US depuis début mars 2019, et cette tendance s'accélère depuis mi-juin.*

Mardi 25 juin 2019, le taux de change à l'incertain du dinar tunisien (TND) par rapport au dollar américain (USD) s'élevait à 1 USD = 2,852 TND sur le marché interbancaire. Il retrouve ainsi son niveau observé le 16 octobre 2018, date à laquelle le dollar américain avait franchi pour la première fois la barre des 2,85 TND. Le dinar tunisien s'est apprécié face au dollar américain de + 7,1% depuis le 11 mars 2019. Il s'est également fortement apprécié vis-à-vis de l'euro (+6,54% sur la même période). Cette appréciation du dinar tunisien pourrait avoir plusieurs causes, dont (i) l'activité touristique florissante en Tunisie, à l'origine de l'augmentation de la demande de monnaie domestique, (ii) la décision de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) de relever son taux directeur de 100 points de base à 7,75 % fin février 2019. Toutefois, la tendance à l'appréciation du dinar tunisien est censée ne pas perdurer sur longue période. En effet, le creusement du déficit commercial du pays (+ 22,4 % en glissement annuel sur les cinq premiers mois de 2019) devrait engendrer des pressions à la dépréciation du dinar, en plus de contribuer à la baisse du niveau des réserves de change de la BCT (qui atteignait seulement 13 369 M TND au 27 juin 2019, soit 75 jours d'importation). Pour rappel, dans son rapport de juin 2019 sur la cinquième revue du programme dont bénéficie la Tunisie, le Fonds monétaire international estimait que la stabilisation récente du dinar sur le marché des changes était principalement due à des facteurs cycliques, et que le taux de change réel restait surévalué d'environ 15% à la fin 2018 selon son modèle.

- *Lundi 24 juin 2019, l'Union Européenne a approuvé le décaissement d'un montant de 150 M EUR dans le cadre du deuxième programme d'Assistance Macro-Financière en faveur de la Tunisie.*

Dans [un communiqué](#) publié sur le site de la Commission européenne lundi 24 juin 2019, l'Union Européenne (UE) a annoncé avoir approuvé le versement de 150 M EUR à la Tunisie au titre d'une Assistance Macro-Financière (AMF). Ce nouveau versement porte ainsi à 650 M EUR le montant des fonds d'AMF versés par l'UE à la Tunisie depuis 2015. Pour rappel, la 1^{ère} AMF a été adoptée par le Parlement européen en 2014 pour un montant de 300 M EUR, entièrement décaissé à l'été 2017. Une seconde AMF d'un montant total de 500 M EUR a été signée en avril 2017, comprenant 3 tranches. La 1^{ère} tranche, d'un montant de 200 M EUR, a été versée début octobre 2017. Il s'agit cette fois du versement de la 2^{ème} tranche, sous la forme de prêts à long terme et à taux réduit. Ce versement a été accordé en contrepartie de la mise en œuvre des « *mesures stratégiques spécifiques arrêtées dans un protocole d'accord* ». La condition fixée initialement était l'adoption, par l'Assemblée des Représentants du Peuple, du projet de loi organique n°2016-38 définissant les compétences, l'organisation et les procédures de la Cour des comptes. Compte tenu des retards pris dans le processus, le décaissement de l'AMF a été conditionné au fait que la Loi Organique du Budget (LOB) reconnaisse l'autonomie administrative et financière de la Cour des Comptes. Si la LOB a bien été adoptée le 31 janvier 2019, le texte n'actait pas l'autonomie de la Cour des comptes. Ce ne fut le cas qu'à la suite de l'adoption le 16 avril 2019 par l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) du projet de loi régissant le statut et les prérogatives de la Cour des comptes. Une condition supplémentaire a été fixée, relative au bon déroulement de la 5^{ème} revue du Fonds Monétaire International (FMI). La revue ayant été validée par le Conseil d'administration du Fonds le 12 juin 2019, l'UE a décidé de verser la 2^{ème} tranche du 2^{ème} programme de l'AMF à la Tunisie.

- *L'Agence Française de Développement (AFD) a accordé le 24 juin 2019 une ligne de crédit de 20 M EUR à la Banque de l'Habitat (BH), pour soutenir l'économie verte en Tunisie.*

Le Directeur de l'AFD en Tunisie, M. Gilles Chausse, et le Directeur Général de la Banque de l'Habitat (BH) M. Rjiba, ont signé à Tunis lundi 24 juin 2019 un accord relatif à une ligne de crédit de 20 M EUR, destinée à soutenir les projets tunisiens en matière d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable et de réduction de la pollution. Ce prêt, issu du programme SUNREF de l'AFD, s'inscrit dans le cadre des engagements de l'Agence en faveur de la transition énergétique et écologique en Tunisie, formalisés par l'accord signé le 1er février 2018 entre le Directeur Général de l'AFD, M. Rioux et le Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale, M. Ladhari, à l'occasion de la visite en Tunisie du Président de la République française, M. Emmanuel Macron. Après l'UBCI, UIB et Amen Bank, la BH est la quatrième banque tunisienne à rejoindre le programme SUNREF (le label « finance verte » de l'AFD), doté en Tunisie d'un montant de 60 M EUR. A noter que les conditions avantageuses des prêts issus du programme SUNREF (taux d'intérêt, délai de remboursement) seront fixées par les banques bénéficiaires en fonction des caractéristiques de chaque projet. Pour rappel, le programme SUNREF a établi depuis 2006 des partenariats avec 70 banques locales de 30 pays, pour un montant total engagé de plus de 2,5 Mds EUR (prêts accordés par l'AFD), dont 1,2 Md EUR déjà versé.

LIBYE

- *La Compagnie pétrolière nationale National Oil Corporation (NOC) a annoncé une augmentation de 24% de ses revenus de mai 2019 par rapport au mois précédent.*

Les revenus de la NOC ont atteint plus de 2,7 Mds USD en mai 2019, soit +24% par rapport à avril 2019. La production de pétrole nationale sur les deux mois (avril et mai 2019) étant restée stable à 1,17 million de barils par jour, cette hausse des revenus est due : 1/ à l'augmentation des prix du pétrole ; 2/ à un rythme plus soutenu d'exportation en fin de mois d'avril, dont les opérations ont été soldées en mai. Le président de la NOC M. Sanalla a ajouté que 725 millions USD ont été dépensés dans l'exploration et le forage depuis 2018.